

La constitution

fondamentales»? Est-ce la voie qu'ils veulent vraiment que nous suivions?

De quoi pourront se targuer ceux qui auront empêché le rapatriement? Se vanteront-ils d'avoir été là, d'avoir siégé au Parlement et d'avoir empêché le Canada de faire son dernier pas vers la souveraineté? Dites-moi ce que clameront les gouvernements provinciaux. Quel sera leur cri de triomphe? «Diront-ils: nous avons réussi, grâce aux tribunaux, par l'intermédiaire de Westminster, à maintenir un peu plus longtemps le Canada dans son statut de colonie. Hourra! Nous avons réussi à retarder d'un an, de cinq ou même de dix ans l'accession de notre pays à sa pleine indépendance! Quel triomphe pour ceux qui soutiennent qu'un petit peu plus de temps permettrait de rendre encore plus parfaite cette résolution et qui, nous le savons, au fond d'eux-mêmes à ce tournant crucial de l'histoire de notre pays recherchent la possibilité de retarder les choses dans l'espoir qu'il ne se produira pas!

[Français]

Madame le Président, je voudrais, en terminant, citer un passage d'un homme engagé, qui était également poète et écrivain, Charles Péguy. Il écrivait:

Tout commence en mystique et finit en politique.

Et il ajoutait, et je cite:

L'essentiel est que la mystique ne soit pas dévorée par la politique à laquelle elle a donné naissance.

Eh bien, madame le Président, il faut se rappeler que dans cette phrase Péguy croyait que la mystique doit finir en politique parce que ce n'était pas un pur spéculateur. Il ne se complaisait pas dans le contemplatif. C'était un homme engagé. C'était un homme engagé comme nous sommes des hommes et des femmes engagés dans cette Chambre. Nous n'avons pas le droit de nous réfugier dans l'idéal, dans la mystique fédéraliste, pour refuser de faire des choix quand ces choix nous sont demandés. Nous n'avons pas le droit d'échapper à notre devoir d'homme politique, qui est de prendre des décisions politiques qui traduisent dans la réalité concrète, difficile, complexe de tous les jours, cette mystique fédéraliste, en conclusion pratique. C'est notre métier de faire des choix difficiles. C'est notre métier de nous adonner à l'art du possible dans un monde complexe et imparfait, nous avons été élus pour cela, et nous n'avons pas le droit d'attendre bêtement une façon aimable de régler le différend fondamental qui oppose les tenants de cette mesure et ceux qui l'opposent. M. St-Laurent en a donné l'exemple lorsqu'il a fait entrer Terre-Neuve dans la Confédération contre l'injonction du Parti conservateur, lorsqu'il a aboli les appels au Conseil privé malgré les avertissements du leader conservateur. M. Pearson nous en a donné l'exemple lorsqu'il a courageusement proposé un drapeau canadien et qu'il a subi pendant des mois les insultes de ceux qui disaient qu'il allait diviser le pays, encore que trois ans après l'adoption du drapeau canadien, tout le monde en parlait avec fierté à l'exposition universelle de Montréal en 1967. Ce sont des hommes que je donne en exemple à ceux qui savent ce que c'est que de s'engager, madame le Président, et à ceux qui ne le savent pas, je leur laisse cette autre phrase de Péguy qui disait, et je cite:

Il est facile d'avoir les mains propres quand on n'a pas de mains.

Eh bien, madame le Président, nous avons des mains, nous les mettons à la pâte, nous n'avons pas peur de les salir parce

que c'est pour une cause à propos de laquelle tout le monde est d'accord pour dire que le peuple le veut.

Allons, ce débat constitutionnel a déjà duré plus de cinq décennies dans ce pays, et dans sa phase actuelle il dure depuis le mois de juin dernier. Les anciens disaient: *Carpe diem*, il faut saisir le jour. Eh bien, j'en appelle aux Canadiens; il est temps de cesser de tourner en rond, il est temps de passer à l'action, il est temps de couper le nœud gordien.

• (1750)

[Traduction]

Je me permettrai d'en appeler au chef de l'opposition qui prenait la parole à Toronto le 6 juin dernier. Il disait alors, à propos de ce lundi de juin où les 11 premiers ministres se sont réunis:

Les participants à la conférence de lundi représentent 11 gouvernements; le Parlement parle au nom de 23 millions de Canadiens. Si les premiers ministres de la fédération ne peuvent faire de progrès réels vis-à-vis des changements qui conviennent au Canada des années 1980, alors le Parlement de la fédération devra peut-être assumer un rôle plus énergique.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Je continue:

Mais s'il le fait...

Si le Parlement le fait.

... il ne faut pas qu'il le fasse en tant qu'organe d'une seule instance, mais en tant que conseil du Canada tout entier. Parmi toutes nos institutions, seul le Parlement est l'image du pays; lui seul peut donner vie au débat en s'élevant au-dessus des besoins propres des divers gouvernements pour s'attacher aux besoins du pays.

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Si par là le chef de l'opposition n'invitait pas ces responsables à agir après huit ou neuf mois de tergiversations, s'il n'invitait pas le Parlement à agir, j'y perds mon latin. J'invite les partisans du chef de l'opposition à méditer ces propos; tout comme j'invite les membres du Nouveau parti démocratique qui pourraient encore hésiter à réfléchir aux paroles de leur chef (M. Broadbent).

Et je reprends les paroles du chef du Nouveau parti démocratique reproduites dans le *hansard* du 17 février:

Y a-t-il quelqu'un... après les améliorations qui ont été apportées, pour faire opposition à ce qui, j'en suis convaincu, est la meilleure charte des droits du monde?

Des voix: Bravo!

M. Trudeau: Comme à chaque étape importante de l'édification du pays, le Parlement, les députés doivent choisir entre l'action et l'inaction.

En terminant, je citerai les paroles de Georges Vanier, ce grand soldat canadien qui a été également diplomate, homme d'État et gouverneur général. Il déclarait en 1967, trois jours avant sa mort:

Le moment propice, c'est toujours le moment présent, car c'est le seul qui nous permette d'agir, car il est à nous, car enfin, à l'échelle divine, il est apocalyptique. C'est l'instant où la démarcation entre le bien et le mal est nettement tranchée, où chacun doit prendre parti, où il n'y a plus de place pour la lâcheté ou l'abstention.

En cette période cruciale de l'édification du pays, permettez-moi de reprendre ses paroles: le moment propice, c'est le moment présent.

Des voix: Bravo!